



Charte des données personnelles « Enquêtes en Ligne »

Dernière mise à jour : 1^{er} septembre 2020

Préambule

La présente charte de protection des données personnelles (la « charte ») décrit les méthodes que l'Observatoire de l'économie et des territoires (ci-après « L'Observatoire »), emploie dans le cadre de la collecte, de l'utilisation, de la protection et du partage des données personnelles des usagers qui utilisent le service.

Soucieux de favoriser l'innovation tout en construisant une relation de confiance durable, basée sur le partage de valeurs sociales responsables et le respect des droits et libertés des personnes, l'Observatoire s'engage en matière de protection des données à caractère personnel.

L'objectif principal de la présente politique est de décrire la façon dont l'Observatoire, en sa qualité de responsable de traitement, collecte, utilise, protège et partage les données personnelles des usagers.

Elle regroupe dans un format transparent, compréhensible et accessible, des informations concernant les traitements de données mis en œuvre, pour permettre aux personnes de comprendre dans quelles conditions leurs données sont traitées, quels sont leurs droits à cet égard et pour présenter les engagements de l'Observatoire en sa qualité de responsable de traitement.

Cette politique est indépendante de tout autre document pouvant s'appliquer au sein de la relation contractuelle que nous pouvons avoir avec les usagers.

Pour une bonne compréhension de la présente politique, il est précisé que :

- « Usagers » désigne toute personne physique en relation avec l'Observatoire et ses services ;
- « Responsable du traitement » désigne toute personne physique ou morale qui détermine les finalités et les moyens des traitements de données à caractère personnel définis dans la présente charte ;
- « Sous-traitant » désigne toute personne physique ou morale qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement (il s'agit en pratique des prestataires avec lesquels nous travaillons et qui interviennent sur les données à caractère personnel qu'ils traitent) ;
- « Destinataires » désigne les personnes physiques ou morales qui reçoivent la communication des données à caractère personnel, qui peuvent donc être aussi bien des destinataires internes que des organismes extérieurs.

Traitements de données à caractère personnel

Lorsque vous utilisez le service, nous collectons et traitons certaines données personnelles vous concernant, à savoir toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, au sens de la législation applicable en vigueur (règlement Européen n° 2016/679 et loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 modifiant la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978), notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité.

Responsable de traitement

L'Observatoire est le responsable du traitement des données personnelles dans le cadre de ce service. Il en détermine les aspects administratifs, juridiques, organisationnels, financiers et en gère les modalités techniques.

Principes et loyauté concernant vos données personnelles

Les données personnelles que vous fournissez lors de votre utilisation du service sont strictement nécessaires au fonctionnement du service, excepté celles collectées aux fins de vous fournir, de façon optionnelle, et sous réserve de votre consentement préalable, des fonctionnalités additionnelles.

Dans un souci de transparence, l'Observatoire attache un soin particulier à l'information aux usagers au sujet des traitements qui les concernent. Lorsque l'Observatoire est amené à traiter des données, il le fait pour des finalités spécifiques. Chaque traitement de données mis en œuvre poursuit une finalité légitime, déterminée et explicite.

Pour chacun des traitements mis en œuvre, l'Observatoire s'engage à ne collecter et n'exploiter que des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire, au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

L'Observatoire veille à ce que les données soient, si nécessaire, mises à jour et à mettre en œuvre des procédés pour permettre l'effacement ou la rectification des données inexactes.

Synthèse des traitements de données personnelles

FINALITÉS	BASE JURIDIQUE
1/ Sauvegarder son questionnaire en cours pour finaliser plus tard.	Consentement préalable au titre de l'article 6(1)(a) règlement Européen n° 2016/679 et de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 modifiant la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978
2/ Être recontacté pour participer aux groupes de travail et recevoir des informations et comptes-rendus.	Consentement préalable au titre de l'article 6(1)(a) règlement Européen n° 2016/679 et de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 modifiant la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978

Bases juridiques et finalités d'utilisation de vos données personnelles

1/ L'Observatoire vous propose lors de votre participation à l'enquête, si vous souhaitez finir plus tard d'y répondre, de sauvegarder vos réponses et de pouvoir y accéder ensuite de manière simple et sécurisée. Lors de votre utilisation du service, votre consentement vous sera ainsi demandé pour utiliser cette fonction, avec la possibilité de le retirer à tout moment.

Cette finalité a pour base juridique votre consentement préalable au titre de l'article 6(1)(a) règlement Européen n° 2016/679 et de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 modifiant la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978.

2/ L'Observatoire vous propose lors de votre participation à l'enquête de fournir vos coordonnées pour être informé sur les groupes de travail en lien avec le sujet de l'enquête, être invité à y participer et recevoir les comptes-rendus des réunions. Lors de votre utilisation du service, votre consentement vous sera ainsi demandé pour utiliser cette fonction, avec la possibilité de le retirer à tout moment.

Cette finalité a pour base juridique votre consentement préalable au titre de l'article 6(1)(a) règlement Européen n° 2016/679 et de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 modifiant la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978.

Catégories de données personnelles traitées

Dans le cadre de votre accès et de votre utilisation du service, l'Observatoire traite les catégories de données personnelles suivantes :

- **Données personnelles fournies à l'occasion de votre utilisation du service** : Afin de pouvoir vous recontacter pour être informé sur les groupes de travail, il est nécessaire que vous fournissiez les données d'identification suivantes : votre identité, votre adresse email et/ou votre numéro de téléphone.
- **Données personnelles automatiquement collectées sur le service** : dans le cadre de l'utilisation du service, des données personnelles sont collectées concernant votre terminal (adresse IP, modèle de terminal, empreinte du terminal, paramétrage et préférences, empreinte du navigateur...) et ce à des fins d'accessibilité et autres besoins techniques.

Les destinataires de vos données personnelles

Les données à caractère personnel que nous collectons nous sont destinées en notre qualité de responsable du traitement. Nous les partageons uniquement selon les modalités stipulées dans la présente politique ou si la loi nous l'impose. Nous nous assurons que vos données ne soient accessibles qu'aux destinataires internes ou externes autorisés visés ci-après.

Peuvent accéder au traitement de données, dans la limite de leurs attributions et de leur besoin d'en connaître :

- **Les personnels** intervenant dans la réalisation de l'enquête et le traitement des données qui en sont issues, tous habilités à cet effet par l'Observatoire.

- **Les administrations publiques et collectivités locales** : dans le cadre de ses conventions avec les administrations publiques et les collectivités locales pour la réalisation des enquêtes, l'Observatoire peut communiquer à des personnes publiques les données d'utilisation du service qui sont strictement nécessaires à l'exécution de leur mission de service public, sous une forme sécurisée et confidentielle.
- **Les chambres consulaires et autres organismes menant des missions d'intérêt général** : dans le cadre de ses conventions avec ces partenaires pour la réalisation des enquêtes, l'Observatoire peut leur communiquer les données d'utilisation du service qui sont strictement nécessaires à l'exécution de leur mission de service public, sous une forme sécurisée et confidentielle.

L'Observatoire peut en outre être amené à partager des informations sans que celles-ci permettent pour autant de vous identifier directement, comme des statistiques agrégées anonymes se rapportant à l'usage du service.

Enfin, l'Observatoire est en droit d'utiliser ou de partager des données personnelles en tant que de besoin à l'effet de respecter un(e) quelconque loi, règlement ou exigence juridique, d'initier une procédure judiciaire ou de défendre un droit en justice, de protéger les droits, les intérêts et la sécurité de l'association, de ses employés, de nos partenaires ou dans le cadre d'une enquête sur une intrusion informatique toute autre infraction.

Transfert de données personnelles

Vos données personnelles traitées dans le cadre du service ne sont pas transférées en dehors de l'Union européenne / Espace Économique Européen.

La sécurité de vos données personnelles

L'Observatoire apporte une importance particulière à la sécurité des données à caractère personnel.

Des mesures techniques et organisationnelles appropriées sont mises en œuvre pour que les données soient traitées de façon à garantir leur protection contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle qui pourraient porter atteinte à leur confidentialité ou à leur intégrité.

Lors de l'élaboration et de la conception, ou lors de la sélection et de l'utilisation des différents outils qui permettent le traitement des données personnelles, l'Observatoire s'assure qu'ils permettent d'assurer un niveau de protection optimal des données traitées.

L'Observatoire met ainsi en œuvre des mesures qui respectent les principes de protection dès la conception et de protection par défaut des données traitées. A ce titre, l'Observatoire est en mesure de recourir à des techniques de pseudonymisation ou de chiffrement des données lorsque cela s'avère possible et/ou nécessaire.

Lorsque nous avons recours à un prestataire, l'Observatoire ne lui communique des données à caractère personnel qu'après avoir obtenu de ce dernier un engagement et des garanties sur sa capacité à répondre à ces exigences de sécurité et de confidentialité.

L'Observatoire conclut avec ses sous-traitants, dans le respect de ses obligations légales et réglementaires, des contrats définissant précisément les conditions et modalités de traitement des données personnelles par ces derniers.

En cas de violation de données à caractère personnel, l'Observatoire s'engage à le notifier à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) dans les conditions prescrites par le règlement.

Si ladite violation fait porter un risque élevé pour les usagers et que les données n'ont pas été protégées, l'Observatoire en avisera les usagers concernés et leur communiquera les informations et recommandations nécessaires.

Durée de conservation de vos données personnelles

L'Observatoire conserve vos données personnelles dans des fichiers ou des systèmes actifs pendant la durée nécessaire à l'accomplissement des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.

L'Observatoire conserve les données relatives à une enquête pendant 3 ans après la fin de la campagne d'enquêtes. Par la suite, et pour répondre aux besoins statistiques et de pilotage, les données relatives aux bénéficiaires peuvent être conservées au-delà du délai de 3 ans après un processus d'anonymisation.

Sous réserve de votre consentement express, l'Observatoire peut conserver vos coordonnées aux fins de participation aux groupes de travail et d'envoi d'informations à leur sujet, notamment par voie électronique, jusqu'à trois ans après la fin de la session de ces groupes de travail.

Dans tous les cas, vos données pourront ensuite être archivées de manière intermédiaire pendant les durées de prescriptions applicables, dans le respect des obligations légales applicables.

Vos droits sur vos données personnelles

Vous disposez, au besoin après communication d'une pièce d'identité en cours de validité, de droits concernant vos données personnelles, selon les traitements et leur base légale.

BASE JURIDIQUE	DROITS ASSOCIÉS
Consentement préalable au titre de l'article 6(1)(a) règlement Européen n° 2016/679 et de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 modifiant la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978	Information, accès, rectification, effacement, portabilité, limitation du traitement, opposition à une décision automatisée.

Enfin, conformément à l'article 85 de la loi "Informatique et libertés", vous pouvez définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données personnelles après votre décès.

Vous pourrez exercer l'ensemble de ces droits en écrivant à la direction de l'Observatoire.

Par courriel l'adresse suivante : infos@observatoire41.com

Par courrier postal à l'Observatoire de l'économie et des territoires
Cité Administrative - Porte B - 1er étage - 34 avenue du Maréchal Maunoury - 41000 BLOIS

Au besoin, vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Modifications de la charte des données personnelles

La présente charte des données personnelles peut être modifiée par l'Observatoire, aussi nous vous recommandons donc de consulter cette page régulièrement lors de vos connexions au service.